



Conseil économique et social

Distr. : Générale
16 septembre 2011

Français
Original : Anglais

Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique

Comité des politiques macroéconomiques, de la réduction de la pauvreté et du développement inclusif

Deuxième session

Bangkok, 7-9 décembre 2011

Point 8 de l'ordre du jour provisoire

Renforcement des capacités pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable

Renforcement des capacités pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable

Note du secrétariat

Résumé

La croissance agricole des quarante dernières années a libéré des millions de pauvres de la famine et de la misère. Toutefois, les recherches récentes donnent à penser que cette croissance n'a eu qu'un effet limité sur les populations défavorisées et parmi les groupes vulnérables, notamment en raison des résultats médiocres des petites exploitations agricoles. Il est admis de plus en plus largement que les petites exploitations agricoles offrent des possibilités d'accroître la production agricole, d'augmenter ainsi les revenus ruraux et de contribuer du même coup à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. Pour utiliser pleinement le potentiel des petites exploitations agricoles, il faudra cependant intensifier le rythme des innovations et le transfert des technologies agricoles et rechercher plus systématiquement les économies d'échelle. Il faudra également accroître l'efficacité des chaînes de valeur et regrouper davantage les filières d'approvisionnement, parvenir à une meilleure communication entre les sources d'innovations technologiques et les exploitants agricoles, multiplier les partenariats public-privé et améliorer le fonctionnement des marchés des technologies.

Le présent document recense les domaines où davantage d'améliorations sont souhaitables ; il expose en outre les besoins critiques de renforcement des capacités pour élever l'efficacité des systèmes d'innovation agricole existants et des modalités de transfert des technologies. Il propose comme outils privilégiés l'amélioration de l'environnement de politique générale et la diffusion de la connaissance des systèmes de réglementation et des modalités nouvelles qui facilitent les innovations agricoles et le transfert de technologie.

Les pays membres voudront peut-être échanger leurs vues sur les questions traitées dans le document. Le Comité est invité à donner des orientations sur les travaux à venir dans ce domaine.

Table des matières

| | Page |
|---|------|
| I. Introduction..... | 2 |
| II. Aperçu général..... | 2 |
| III. Problèmes des systèmes d'innovation agricole en Asie et dans le Pacifique | 3 |
| A. Modicité des investissements dans le secteur agricole | 3 |
| B. Diffusion limitée des technologies..... | 4 |
| C. Inefficacité des chaînes de valeur | 4 |
| IV. Voies d'avenir..... | 5 |
| A. Concevoir le processus d'innovation dans le contexte d'une chaîne d'approvisionnement..... | 6 |
| B. Corriger les inégalités entre les sexes | 7 |
| C. Faciliter les échanges Sud-Sud | 7 |
| IV. Conclusions et recommandations | 8 |

I. Introduction

1. Le secteur agricole a repris place dans le programme pour le développement et retient de nouveau l'attention des responsables publics et des donateurs. Ce revirement est dû en partie aux récentes hausses des prix de l'alimentation qui ont repoussé des millions de personnes dans la pauvreté et manifesté clairement que le dispositif d'approvisionnement alimentaire de la région est plus fragile et plus déséquilibré qu'on l'avait cru précédemment.

2. Le présent document attire l'attention sur plusieurs domaines à prendre prioritairement en considération pour soutenir le secteur agricole en Asie et dans le Pacifique. Il se concentre sur le renforcement des capacités pour favoriser l'innovation agricole durable et le transfert de technologie. Il examine les principaux obstacles et signale un certain nombre de problèmes trans-sectoriels qui méritent de retenir l'attention en rapport avec le renforcement des systèmes d'innovation. Il se conclut par une recommandation tendant à ce que le Centre pour la réduction de la pauvreté par l'agriculture durable (CAPSA) facilite la création et le fonctionnement d'un réseau consacré à la diffusion des technologies et à la facilitation de l'accès aux marchés pour les agriculteurs pauvres.

II. Aperçu général

3. Les pays en développement d'Asie et du Pacifique abritent toujours la majorité des pauvres dans le monde et ont la plus forte proportion de personnes sous-alimentées. La pauvreté reste avant tout un phénomène rural et les populations pauvres sont souvent concentrées sur des terres marginales où la nature du sol et les conditions météorologiques, la topographie, la distance par rapport aux centres d'échanges commerciaux et aux centres urbains rendent le développement économique localement difficile. Le secteur agricole est l'épine dorsale de l'économie de nombreux pays en développement, notamment de pays ayant des besoins particuliers et pourtant, au cours des dix dernières années, la

productivité agricole a augmenté lentement et généralement moins vite que la population. Non seulement la croissance agricole a été modeste mais la région se caractérise aussi par des pratiques de production non durables qui contribuent à la dégradation de l'environnement, responsables notamment d'un déclin de la fertilité des sols et de l'acidification des terres, d'une diminution de la quantité et de la qualité de l'eau et d'une perte de biodiversité. Le problème de la pauvreté dans ces pays ne peut pas être traité sans accorder une attention plus soutenue aux problèmes du secteur agricole et aux déficiences de l'environnement de politique générale, notamment les répercussions des politiques macroéconomiques sur la nature et la portée du développement agricole durable et sur la sécurité alimentaire dans la région.

4. À cause des nombreux problèmes présents dans le secteur agricole en Asie et dans le Pacifique, l'amélioration de la diffusion et de l'adoption des technologies disponibles et des solutions du marché s'impose d'urgence. Il faut que les parties intéressées dans la région unissent davantage leurs efforts pour parvenir à transformer les résultats de la recherche en recommandations de politique générale et en résultats de développement concrets. Il faut que les politiques de développement rural soient bien intégrées dans l'architecture des politiques macroéconomiques d'ensemble et facilitent en même temps les investissements dans les technologies, les modes de production et les méthodes de commercialisation écologiques.

III. Problèmes des systèmes d'innovation agricole en Asie et dans le Pacifique

A. Modicité des investissements dans le secteur agricole

5. Le secteur agricole dans son ensemble souffre d'un manque d'investissements publics et privés. D'après les estimations disponibles, il faudrait à peu près doubler les investissements agricoles pour satisfaire la demande croissante de produits alimentaires et nourrir les 9,2 milliards d'êtres humains qui peupleront le monde en 2050. L'insuffisance des investissements dans l'agriculture a plusieurs causes : a) les prix bas des produits de base ; b) la réduction des financements publics dans l'agriculture opérée par les pouvoirs publics des pays en développement en application de leurs programmes d'ajustement structurel pour résoudre les crises des finances publiques ; c) l'indigence des infrastructures rurales, qu'il s'agisse des routes, des installations de stockage ou des installations de marché, qui a découragé les agriculteurs eux-mêmes d'investir dans l'agriculture ; d) enfin, la diminution de l'aide publique au développement. Alors qu'un regain d'intérêt se manifeste pour les investissements agricoles, des progrès considérables sont nécessaires dans l'avenir. Les besoins de technologie, particulièrement ceux des petits agriculteurs et des producteurs situés dans les régions éloignées et marginales, ont été négligés. Le rapport rédigé récemment par le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition recommande de « donner la priorité aux investissements dans le secteur des petites exploitations et des systèmes alimentaires de substitution, sans exclusive ni injustice sociale, écologiquement durables et basés sur des principes agro-écologiques ». ¹ Il recommande en outre

¹ Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, *Land Tenure and International Investments in Agriculture* (Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome, juillet 2011), p. 11. Disponible à l'adresse : <http://www.fao.org/cfs/cfs-hlpe/report-2-land-tenure-and-intl-investments-in-agriculture/en/>.

de rechercher de nouveaux modèles d'activité pour faire participer les petits agriculteurs aux projets d'investissements de grande portée et à leur gestion.

6. L'augmentation des niveaux de productivité du secteur par rapport à la terre et à l'eau n'a pas retenu suffisamment l'attention. Les progrès ont été trop lents également pour aider correctement les agriculteurs de la région à affronter les répercussions de plus en plus préjudiciables de l'imprévisibilité des phénomènes climatiques extrêmes. Des technologies et des pratiques nouvelles sont nécessaires pour permettre l'adaptation aux changements climatiques et pour atténuer les conséquences de ces changements. Les moyens d'adaptation aux changements climatiques comprennent la mise au point de variétés nouvelles, tolérantes aux inondations et à la sécheresse ou à la salinité et à l'acidité des sols. Les moyens d'atténuer les conséquences de ces changements comprennent l'adoption de nouvelles techniques culturales et une utilisation plus efficace de l'eau.

B. Diffusion limitée des technologies

7. Là où les technologies sont disponibles, leur taux d'adoption est peu élevé et leur diffusion est lente. La lenteur de la diffusion des technologies s'explique par un ensemble complexe de facteurs. Elle est due en partie à l'attitude des agriculteurs par rapport au risque, au manque d'accès aux types de facteurs de production dont les agriculteurs ont besoin et au manque d'accès aux ressources financières. De plus, les agriculteurs ont peu accès à l'information et ne possèdent pas les compétences nécessaires pour consulter l'information disponible qui se trouve à leur portée. Souvent, la situation est encore aggravée par l'insuffisance et le sous-financement des services de vulgarisation.

8. Les pouvoirs publics des pays d'Asie et du Pacifique ont pris des mesures considérables pour remédier à la situation, spécialement pour élargir l'accès à l'information sur les technologies en installant des équipements d'information et de communication. Ils ont aussi cherché à ne plus décider directement du choix des technologies et à fournir plutôt l'information aux agriculteurs pour qu'ils puissent choisir eux-mêmes la solution qui convient le mieux. L'action dans ce sens doit être élargie et intensifiée au profit des autres agriculteurs à l'intérieur et à l'extérieur de ces pays.

C. Inefficacité des chaînes de valeur

9. Dans l'ensemble de la région, les agriculteurs parviennent difficilement à se procurer les facteurs de production de haute qualité nécessaires à leur activité, notamment les semences et les engrais. Souvent, le secteur privé ignore les besoins de facteurs de production des petits agriculteurs parce que les marchés sont trop restreints. La disponibilité de semences de bonne qualité est l'un des principaux freins à la production des céréales secondaires, des légumineuses, des légumes et d'autres cultures mineures dans beaucoup de pays asiatiques. Le secteur public des pays en développement n'a souvent pas une capacité suffisante pour fournir des quantités appropriées de semences de bonne qualité et, à l'heure actuelle, peu d'entreprises productrices de semences du secteur privé adaptent les variétés aux conditions locales, surtout dans les pays pauvres. Les agriculteurs produisent souvent eux-mêmes les semences des variétés localement préférées ou traditionnelles car les marchés individuels sont trop exigus pour susciter l'intérêt du secteur privé et les entreprises privées ne sont guère intéressées à produire ces variétés.

10. Les agriculteurs ont aussi des difficultés pour accéder aux marchés. Les marchés intérieurs et internationaux évoluent rapidement, sous l'effet notamment de la multiplication des supermarchés. La prolifération des supermarchés en Asie crée des problèmes en même temps que des possibilités pour les producteurs ruraux. Les supermarchés élèvent les exigences de qualité, de sécurité et de présentation mais excluent les petits producteurs. L'importance croissante prise par les magasins de proximité produit ses propres conséquences à cause des méthodes d'achat et des normes de qualité appliquées par les supermarchés. Les difficultés que les agriculteurs peuvent rencontrer sont illustrées par la diminution passablement rapide de leur présence parmi les fournisseurs de ces commerces car souvent les petits agriculteurs parviennent difficilement à produire et à livrer conformément aux normes imposées par les chaînes de supermarchés, et les entreprises ont tendance à rayer de leurs listes les fournisseurs qui ne donnent pas satisfaction, que ce soit pour le volume fourni, la qualité des produits ou la régularité des livraisons.

11. Pour réussir à produire et à commercialiser les cultures alimentaires, il faut bien comprendre les caractéristiques essentielles de la structure et du fonctionnement du marché. Pour les agriculteurs, la réussite dépendra de leur capacité d'accéder à des marchés variés et de répondre rapidement à l'évolution des conditions du marché.

12. Les populations pauvres des campagnes et des villes participent aux chaînes de valeur de l'alimentation, non seulement comme agriculteurs mais aussi comme consommateurs. La réduction de l'écart entre les prix de vente au détail et les prix de vente de l'agriculteur est le seul moyen de réaliser simultanément, dans les chaînes de valeur de l'alimentation, une diminution des coûts de l'alimentation pour les consommateurs pauvres et une augmentation des gains des agriculteurs pauvres et des travailleurs agricoles grâce à la croissance de la demande et de l'emploi. Une telle évolution suppose l'intermédiation de marchés économiquement efficaces, ce qui englobe le groupage, le stockage, le traitement et la distribution des produits. Il est difficile sinon d'éviter le « dilemme des prix alimentaires », c'est-à-dire une situation où les prix plus élevés créent une incitation pour les agriculteurs vendeurs nets mais pénalisent en même temps les consommateurs, particulièrement les pauvres. Des interventions s'imposent pour aider à abaisser les coûts d'intermédiation du marché d'une manière équitable et écologiquement durable.

IV. Voies d'avenir

13. La poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement en matière de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire nécessite d'augmenter d'urgence la productivité d'une manière durable, d'une part dans les régions où vivent les pauvres, souvent dans des conditions peu propices à la culture (terres marginales et agriculture pluviale, par exemple) et d'autre part pour les denrées d'importance essentielle pour les pauvres. L'adoption généralisée des technologies de l'agriculture durable et l'amélioration des liaisons avec les marchés sont des moyens décisifs d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

14. L'accélération du processus de diffusion et d'adoption des technologies suppose une transformation du système de recherche agricole pour le développement. Il faut que toutes les parties intéressées collaborent plus efficacement, à l'intérieur des pays et dans l'ensemble de la région, pour traduire

les résultats de la recherche en résultats de développement et pour faire participer dès le départ au processus d'innovation et de renforcement des capacités les petits agriculteurs et les intervenants dans les chaînes de valeur qui sont dépourvus de ressources.

15. Les responsables dans toute la région ont compris qu'il faut promouvoir les réseaux locaux, nationaux et régionaux de collaboration Sud-Sud et renforcer ceux qui existent déjà. En mars 2009, les membres de l'ASEAN ont adopté le Cadre intégré de sécurité alimentaire de l'ASEAN et le Plan stratégique d'action sur la sécurité alimentaire dans la région de l'ASEAN² qui affirme la nécessité de renforcer la coopération au sein de l'ASEAN comme un moyen d'assurer la sécurité alimentaire par la production durable des denrées, les pratiques après la récolte et la réduction des pertes, la commercialisation et le commerce international. L'un des programmes d'action au titre du Plan stratégique cherche à encourager le resserrement de la collaboration pour accélérer le transfert et l'adoption de technologies nouvelles. La Déclaration de Colombo sur la sécurité alimentaire,³ adoptée par les Chefs d'État et de Gouvernement à l'occasion du Sommet de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (*South Asian Association for Regional Cooperation, SAARC*) (Colombo, 2-3 août 2008), a demandé d'établir une stratégie régionale et des projets en collaboration qui conduiraient notamment à une hausse de la production alimentaire et provoqueraient des investissements dans l'agriculture et les agro-industries.

A. Concevoir le processus d'innovation dans le contexte d'une chaîne d'approvisionnement

16. De nombreux acteurs participent au processus d'innovation dans les systèmes de recherche agricole pour le développement en Asie et dans le Pacifique. Ce sont notamment : a) tous les intervenants dans les chaînes de valeur et dans les systèmes alimentaires pour les produits agricoles, allant des agriculteurs aux transformateurs des denrées, aux intermédiaires et aux revendeurs de détail ; b) les personnels scientifiques et les agents de vulgarisation ; c) les membres de la société en général, spécialement les organisations non gouvernementales et les entités du secteur privé actives dans l'agriculture durable ; d) les décideurs publics.

17. L'expérience à travers le monde enseigne que l'application réussie des résultats de la recherche agricole dans la pratique nécessite le soutien de multiples intervenants au long du trajet qui va de la ferme à la table. La recherche doit être minutieusement attentive aux attentes de l'utilisateur et peut souvent se dérouler dans les champs mêmes de l'agriculteur. Il s'ensuit que le personnel scientifique et les agents vulgarisateurs doivent compter davantage avec les organisations d'agriculteurs et les organes interprofessionnels qui peuvent être des relais efficaces. La connaissance des méthodes de communication qui permettent de véritables échanges entre les chercheurs et les partenaires de développement est extrêmement importante.

18. Il est nécessaire que les responsables publics de haut niveau jouent un rôle suffisamment tôt dans le processus d'innovation car les réglementations générales en vigueur sont souvent un obstacle majeur au transfert de technologie.

² *ASEAN Integrated Food Security Framework and Strategic Plan of Action on Food Security in the ASEAN Region 2009-2013*, disponible à l'adresse : <http://www.aseansec.org/22338.pdf>.

³ A/63/355, document joint.

En participant dès les premiers stades, les hauts fonctionnaires peuvent acquérir une meilleure compréhension des raisons profondes qui justifient une réorientation des politiques. Ils sont alors mieux à même de convaincre les décideurs publics du besoin de changer ou d'améliorer les politiques.

19. En aval, les participants à la chaîne de valeur peuvent exercer une forte influence sur la prise des décisions par les agriculteurs à travers les spécifications qu'ils imposent pour les produits ou la fourniture de crédit et de facteurs de production aux agriculteurs. Il faut donc également que leurs intérêts soient pris en compte suffisamment tôt dans le processus d'innovation.

B. Corriger les inégalités entre les sexes

20. Il est solidement démontré que les femmes rencontrent davantage de difficultés que les hommes dans le secteur agricole, spécialement pour accéder aux ressources productives et du point de vue du niveau de capital humain. Cette situation est d'autant plus préoccupante que, d'une part, les femmes sont les producteurs prédominants des denrées consommées localement et, d'autre part, le phénomène d'urbanisation engendre une tendance évidente à la « féminisation » du secteur agricole à cause de la migration des hommes.

21. Pour parer à ces difficultés, il faut veiller particulièrement à renforcer les capacités parmi les organes publics de recherche et de décision de manière à contribuer à la redistribution des rôles des hommes et des femmes qui s'opère dans le secteur de la recherche agricole pour le développement en Asie et dans le Pacifique. Il faut éliminer la discrimination à l'égard des femmes instituée par la loi et assurer l'égalité des droits pour les femmes, notamment en matière de propriété foncière. Il faut renforcer les institutions rurales et les rendre attentives à l'égalité des sexes, notamment pour faire en sorte que les femmes et les hommes se trouvent à égalité pour l'accès aux services des organisations de producteurs, des organismes de crédit et des organes de vulgarisation. Les responsables publics doivent savoir que virtuellement toutes les mesures concernant l'agriculture et portant sur la technologie, l'infrastructure ou les marchés produiront des conséquences différentes pour les hommes et pour les femmes.

C. Faciliter les échanges Sud-Sud

22. La région de l'Asie du Pacifique se caractérise par une forte hétérogénéité, par d'amples variations entre les zones agro-climatiques et dans les degrés de biodiversité et par des niveaux différents de développement social et économique et de capacités humaines. Ces caractéristiques, qui influent sur le degré auquel les leçons tirées de la recherche agricole dans une région peuvent être adaptées et appliquées à d'autres régions, ouvrent aussi un vaste champ d'étude pour découvrir les facteurs de réussite moyennant des activités et des réseaux trans-régionaux de recherche-développement.

23. Il serait souhaitable de créer des groupements régionaux de recherche afin de tirer parti des avantages comparatifs des différents intervenants, particulièrement des systèmes nationaux de recherche agricole des pays en développement et des organisations de recherche du Nord ainsi que du secteur privé, ce qui permettrait d'importantes économies d'échelle.

24. La région de l'Asie du Pacifique est à l'origine de nombreuses pratiques optimales et de mesures d'intervention qui ont réussi positivement à tirer les agriculteurs de la pauvreté. Les exemples comprennent le mouvement « Un village, un produit », lancé initialement au Japon et repris ensuite dans d'autres pays de la région, ou encore la méthode d'intensification de la riziculture qui reçoit l'appui des pouvoirs publics dans un certain nombre de pays. Il faut recenser ces pratiques là où elles existent déjà dans les pays membres et en faire la synthèse.

25. Il serait souhaitable d'utiliser les résultats de ces travaux dans des programmes de renforcement des capacités à l'intention des acteurs de la chaîne de valeur, des personnels scientifiques, des agents vulgarisateurs et des décideurs publics. Il faudrait rédiger en conséquence et publier des manuels de vulgarisation et des documents de formation. Des visites dans la région peuvent mettre les agents du changement en contact direct avec les expériences réussies des autres pays. Ainsi s'enrichira l'assortiment d'options à la disposition des services et des décideurs publics qui pourront alors jouer un rôle plus efficace dans la poursuite des objectifs de réduction de la pauvreté, tout en contribuant à l'adaptation et à l'adoption largement répandue des différentes pratiques et options. L'expérience montre que, là où les pouvoirs publics établissent des réglementations à base d'incitations, la productivité augmente et les technologies sont adoptées rapidement et largement.

V. Conclusions et recommandations

26. La poursuite des objectifs du Millénaire pour le développement en matière de réduction de la pauvreté et de sécurité alimentaire nécessite d'augmenter d'urgence la productivité d'une manière durable, spécialement dans les régions où vivent les pauvres, souvent dans des conditions peu propices à la culture (terres marginales et agriculture pluviale, par exemple) et pour les denrées d'importance essentielle pour les pauvres. L'adoption généralisée des technologies de l'agriculture durable et l'amélioration des liaisons avec les marchés sont des moyens décisifs d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, particulièrement en rapport avec la sécurité alimentaire et la faim.

27. Une approche globale et coordonnée à l'échelon national et à l'échelon régional est nécessaire pour faciliter le renforcement des capacités en matière d'innovation agricole durable et de transfert des technologies. Le CAPSA propose de faciliter la création d'un réseau consacré à la diffusion des technologies et à la facilitation de l'accès des agriculteurs pauvres aux marchés. Le réseau soutiendrait l'innovation en renforçant le dialogue Sud-Sud et la formation intrarégionale au sujet des technologies de l'agriculture durable et de la facilitation du commerce. Il rassemblerait les principaux groupes de parties intéressées par sous-région, par discipline et par fonction, afin d'ouvrir les réservoirs de connaissances et de favoriser un meilleur échange de l'information parmi les groupes intéressés par les innovations de la recherche agricole pour les systèmes de développement en Asie du Sud et du Sud-Est.

28. Les pays membres voudront peut-être s'informer mutuellement de leurs expériences à propos des systèmes d'innovation agricole et le Comité est invité à donner des orientations au sujet des options de politique générale susceptibles de renforcer les capacités des intervenants dans les systèmes d'innovation agricole.